

Titre de la communication: Le regard des acteurs sociaux locaux sur l'importance de l'économie sociale – quelques résultats¹

Nom: Sousa²

Prénoms: Maria Teresa de

Institution:

Instituto Superior de Economia e Gestão – Universidade Técnica de Lisboa

Rua do Quelhas, n°6

1200-781 Lisboa

Adresse électronique: tnsousa@netc.pt

Résumé:

L'économie sociale a une base relationnelle et territorialisée. Relationnelle, puisqu'elle se fonde sur la co-construction de l'offre et de la demande, réclame de la confiance et de l'entraide et ne se conçoit que dans un projet collectif. Territorialisée, car elle prend appui sur les richesses du territoire, met en relation tous ceux qui désirent contribuer à son développement et offre un cadre d'action permettant de canaliser les énergies (Dacheux et Goujon, 2002: 182). Cette communication a pour objectif principal faire connaître «le regard» d'un ensemble d'acteurs sociaux locaux sur la réalité de l'économie sociale à partir des premiers résultats du travail empirique développé dans le contexte du projet de recherche en cours.

Abstract:

Social economy has two basic pillars: the relational and the territorial. Relational pillar sits on the combination of supply and demand, requiring trust and collaboration and is only possible in a collective project. The territorial pillar, which depends on the riches of territory, brings together all the parties willing to contribute to development and provides a field of intervention into which all efforts may be channelled (Dacheux and Goujon, 2002: 182). This paper is intended above all an overview of an array of local social actors on the reality of social economy, based on the first results of empirical study, carried out during the research which is currently in progress.

¹ Cette communication est insérée dans une enquête qui a commencé en mai 2007 dans le cadre d'une thèse de doctorat en Sociologie Économique et des Organisations - Institut Supérieur d'Économie et de Gestion, Université Technique de Lisbonne - Portugal, sous la direction du Professeur Dr Ilona Zsuzanna Kovács, intitulée "Les contours de l'emploi et du travail dans le secteur de l'économie sociale dans la Grande Région Métropolitaine de Viseu" (titre non définitif) et soutenu par la Fondation pour la Science et la Technologie.

² Boursière de la Fondation pour la Science et la Technologie.

Introduction

L'économie sociale est un important moteur stratégique de développement local et territorial. Elle a, en effet, un large potentiel pour lancer des processus de développement endogène dans des zones rurales, réactiver des zones industrielles en déclin, réhabiliter et redynamiser des espaces urbains dégradés, bref, contribuer au développement économique endogène, restaurer la compétitivité de certains territoires et faciliter l'intégration de ces derniers aux niveaux national et international, en corrigeant d'importants déséquilibres géographiques. Sa capacité d'innovation est importante, en particulier dans les processus de mutation de la société européenne (CIRIEC, 2007: 109). Mais, l'économie sociale a aussi autres mérites - rapidité dans la capacité de réponse et dans la satisfaction des nécessités; flexibilité; capacité d'adaptation; mobilisation de ressources diversifiées; proximité; création d'emploi; mécanisme d'insertion; interventions localisées et respectueuses du environnement; utilité sociale; cohésion sociale; combat contre les inégalités et l'exclusion sociale; etc. (Sousa, 2008) - et sa valeur ajoutée est significatif: la création de nouvelles opportunités pour la société; la régulation d'importants déséquilibres sociaux et économiques; la concrétisation de multiples objectifs d'intérêt général et l'orientation vers un style de développement qui accorde la priorité aux personnes (CIRIEC, 2007: 107).

L'économie sociale contribue à la reconstruction et à la consolidation des liens sociaux dans les territoires où elle se manifeste. Elle assure ainsi une plus grande cohésion sociale, gage d'un développement économique mieux assuré et enraciné sur son territoire. Les acteurs de l'économie sociale produisent de la richesse, mais en réponse à des besoins sociaux exprimés au sein des collectivités dans lesquelles ils s'insèrent.

La présente communication a trois objectifs: réfléchir sur les relations entre l'économie sociale et le local; faire une présentation du projet d'investigation et présenter les résultats des interviews qui ont été réalisées dans le cadre du projet d'investigation.

1- L'économie sociale et le local - deux éléments incontournables dans le contexte actuelle

L'économie sociale³ et le palier local⁴ entretiennent des liens privilégiés. Et, ces liens sont indissociables, non seulement du fait que les formes spatiales et territoriales constituent un des

³ L'expression économie sociale est employée ici dans en sens large, incluant les associations, les coopératives, les fondations, les mutuelles, etc.

⁴ Le local est un territoire à géométrie variable et se manifeste à multiples échelles (Tremblay, Pierre-André *et al*, 2002: 2). "Le local est défini par l'identité territoriale des acteurs résultant de la proximité, laquelle proximité varie suivant le type d'acteur et le type d'activités (...). Le local est un espace qui sert de base aux systèmes d'acteurs et à leurs initiatives, et qui évolue avec eux. Il constitue un terreau pour les initiatives. Lo local intervient pour territorialiser. Il est donc source d'identité ..." (Bouchard, M. *et al*, 2005: 4).

fondements des logiques de solidarité, mais aussi par la convergence des valeurs et des actions⁵. Actuellement, l'économie sociale et le développement local tendent à se renforcer mutuellement pour produire de nouveaux espaces d'innovation et de créativité et de nouvelles formes de vie en communauté. L'économie sociale est un allié naturel des dynamiques de développement en créant des territoires de solidarité, d'appartenance et d'identité territoriale (Demoustier, 2006: 116-117). Ces liens entre l'économie sociale et le local représentent un nouveau regard: une autre approche du développement local; un nouveau rôle attribué au local et la construction de nouvelles relations de solidarité entre les différents acteurs sociaux. Néanmoins, ces liaisons sont et seront encore plus exploitées dans le cadre des conditions suivantes: une intervention conçue à partir du propre local; la construction d'espaces de rencontres entre les différents acteurs comme forme de suscitation au partage et de création d'un environnement favorable au changement; l'incitation à la capacité entrepreneuriale; la création de synergies entre les parties impliquées; la valorisation et la récupération de l'existant, mais aussi la création de choses nouvelles; le pari dans un développement soutenable; la capacité innovatrice; la diversité vue comme une richesse; le respect par la matrice des principales valeurs; la promotion de la citoyenneté et l'existence de structures de suivi et d'évaluation. Il est important de ne pas oublier que cette "carte relationnelle" entre économie sociale et le local se produit dans le cadre de profondes transformations de la société.

Les dimensions de nature macro justifient, en partie, la croissance des organisations de la société civile dans un moment historique donné, notamment (Rêgo, 2003: 95-96): a) la recomposition de l'État-providence face au dérèglement progressif entre les politiques économiques et les politiques sociales. Le vide social croissant entre l'État et les citoyens impose des nécessités de cohésion sociale favorables à la reformulation des mécanismes de solidarité sociale; b) la réorganisation du marché du travail conduisant à la précarisation croissante et à la féminisation de l'emploi et à la création de nouvelles marginalités; c) la recomposition de la société-providence traditionnelle, associée à l'instabilité et à la vulnérabilité des liens familiaux et à la moindre participation de la famille dans l'exécution de nombreuses tâches dans le domaine de la reproduction sociale; d) les transformations démographiques, en particulier le vieillissement de la population. Mais il ne s'agit pas seulement de la dimension macro. Il existe également des processus micro qu'il est important de prendre en considération. Ceux-ci se dirigent essentiellement aux solutions de problèmes concrets et aux motivations proches des communautés locales, qui conduisent à de nouvelles propositions de la part des pouvoirs publics, marquées généralement, par des préoccupations de nature de cohésion sociale et économique et définies dans le cadre des principes de subsidiarité, de la contractualisation, de la coopération et de la négociation des relations sociales. Comme nous dit Bouchard (2006: 8) "l'économie sociale est actuellement en pleine effervescence. En particulier dans le contexte où on

⁵ L'économie sociale et le local partagent valeurs et caractéristiques. Par exemple, la proximité de son action.

redéfinit l'État providence, où le marché du travail se transforme, et où les conditions de vie sont en enjeu important pour une large part de nos sociétés. La réalité de l'économie sociale n'est donc pas indépendante des transformations du marché et de l'État. On peut dire que les organisations de l'économie sociale sont à la fois une «soupape» des tensions du système, mais aussi un laboratoire d'expérimentation vis-à-vis l'offre de services et des modes de régulation que sont le marché et l'État“.

On redéfinit les relations entre l'économique et le social, mais également son contenu. Le social cesse d'être défini exclusivement comme un coût ou comme un problème social pour apparaître de plus en plus comme un actif voire un capital social. La cohésion sociale surgit comme la condition nécessaire au développement économique. L'économie cesse d'être réduite au marché et à l'entreprise privée. D'où l'introduction de la notion d'économie plurielle en vertu de laquelle les activités économiques comprennent non seulement le marchand, mais également le non-marchand (la redistribution) et le non-monétaire (la réciprocité et le bénévolat) (Favreau, 2002: 91). Ainsi, la diversité des acteurs sociaux est grande. Lévesque (2002), à propos de l'articulation entre le développement local et l'économie sociale, met en évidence le processus d'émergence du développement local en soulignant son importance dans le contexte actuel de la mondialisation et les aspects nouveaux qui le caractérisent: un rapport de plus en plus fort au territoire et son action au cœur des liens sociaux. Le développement local offre des opportunités intéressantes pour repenser les rapports entre l'économie et le social. Il est de plus en plus difficile de penser le développement sans faire référence à l'économie sociale.

La nouvelle stratégie du développement local s'appuie sur les éléments suivants: 1- une approche intégrée, tout à la fois économique et sociale; 2- une intervention fortement territorialisée; 3- une approche multipartenaire mettant à contribution les secteurs public, associatif et privé; 4- la multiactivité; 5- une démarche partenariale où les principaux acteurs sont liés organiquement par ententes et par projets; 6- des ressources humaines et financières hybrides combinant le soutien de la solidarité sociale local, le financement public et la vente de biens et services sur le marché (Favreau, 2002: 86-87). C'est dans le plan local que les changements sont le moins difficiles et où il est plus facile d'exploiter les partenariats. De plus en plus, le local apparaît comme une “scène“ d'excellence pour les interventions sociales les plus diversifiées.

La notion de partenariat est, dans ce contexte, centrale. Le dialogue entre les différents acteurs d'un même territoire paraît être l'élément indispensable pour le bon déroulement des partenariats et des initiatives dans tous les domaines. Ce partenariat implique la mise en commun des ressources et des informations. “Le partenariat ne saurait être confondu avec la sous-traitance, notamment par le fait que le partenaire participe non seulement à la définition du travail à réaliser mais aussi à la recherche d'objectifs communs, dans une relation se situant dans la durée, une relation qui se veut symétrique ou tout au moins favorable à l'autonomie de chacun et à réciprocité des avantages (...). Les partenaires

peuvent tirer profit de la mise en commun des ressources ou des actifs des autres sans perdre leur identité et le contrôle de leurs propres ressources“ (Lévesque, 2007: 12). Tout cela suppose des arrangements plus ou moins formels qui permettront non seulement coopération mais aussi la résolution des conflits.

L'organisation en réseau est la plus opportune car elle permet de conserver la place actuelle des acteurs de l'économie sociale, tout en développant les relations entre eux. L'organisation en réseau s'oppose en effet à l'atomisation, au cloisonnement des acteurs, et leur permet de mobiliser des échanges divers. Le réseau représente plus qu'un pouvoir, un potentiel de relation et d'échange que les acteurs peuvent mobiliser. Elle permet de constituer un tout. La réseau est adapté à la gestion de la diversité et peut permettre de réorganiser sur une base collective l'offre et la demande spécifique à chaque organisation. Le réseau est un mode organisationnel évolutif. Il permet de garantir une certaine souplesse aux acteurs en essayant de répondre aux enjeux de société à un moment donné. Il part en lui des valeurs qui concordent avec celles de l'économie sociale: solidarité, conscience collective et responsabilité (Guerin et Szinetar, 2002: 39).

Les effets de l'économie sociale sur le territoire local sont multiples. Ils dépendent localement et contribuent au marché local, offrant une contribution directe et indirecte au développement local. Quelques exemples: l'ancrage territorial, la création et le maintien d'emplois, la croissance de l'employabilité, la mobilisation des acteurs, le volontariat, les instances de démocratie participative, les transferts de connaissances, la revitalisation du patrimoine construit ou naturel, le développement de nouvelles compétences, les réseaux, etc. (Bouchard *et al*, 2005: 11).

De nouvelles formes de gouvernance et de partenariat sont apparues suites à la remise en cause du fordisme et du providentialisme et aux défaillances du couple État-Marché pour relever les défis concernant aussi bien le développement social que le développement économique. L'ouverture des marchés et les possibilités d'intégration qu'offrent les nouvelles technologies de communications de même que la complexification des sociétés avancées à travers le pluralisme et la fragmentation sociale font en sorte que les gouvernances hiérarchiques, verticales et coercitives cèdent progressivement la place aux gouvernances misant l'horizontalité, l'incitation et la participation des parties prenantes (Lévesque, 2007: 17).

2- Brève présentation du projet d'investigation

2.1.- Contexte

L'économie sociale, en tant que partie de l'économie, accentue explicitement la dimension sociale, donnant la priorité aux personnes, mettant en deuxième place le capital et l'obtention de résultats. Le contexte de la "nouvelle" économie sociale s'insère dans une période de questionnement

du modèle de développement des "Trente Glorieuses". Ce questionnement suscite, entre autres, quelques problèmes: la croissance des inégalités, l'augmentation du chômage, une nouvelle pauvreté, l'exclusion géographique et sociale, en un mot, de nouveaux besoins. L'État et les entreprises privées ont des difficultés à répondre à ces nouveaux problèmes. Ainsi, l'économie sociale semble anticiper la possibilité de nouvelles initiatives qui cherchent à donner un sens à un modèle différent de développement et à une autre forme de mondialisation, notamment en lui attribuant une fonction d'insertion dirigée à certains groupes sociaux.

Le projet d'investigation aborde la problématique de l'économie sociale, en valorisant son foyer le plus récent et en mettant en contexte quelques dynamiques qui lui sont propres, concrètement en matière de travail et d'emploi. Le contexte géographique de l'étude réside dans la Grande Région Métropolitaine de Viseu (Portugal), qui est constituée par vingt et une communes. L'univers de l'économie sociale contemple un côté coopératif et un autre social.

2.2.- Questions de départ

Dans le contexte du projet, ont été établies les questions de départ suivantes:

- Les initiatives promues par l'économie sociale favorisent la recomposition du tissu social? Contrôlent-elles leur propre développement? Où sont-elles seulement intégrées dans un système de relation de sous-traitance avec le Secteur Privé et l'État?
- Est-ce que l'économie sociale est en train d'assumer certains secteurs qui ont été oubliés par l'État et n'intéressent pas au Secteur Privé?
- Dans quelle mesure est-ce que la centralité de la thématique de l'économie sociale est en train de se réduire à la problématique de l'insertion des personnes exclues des circuits traditionnels de l'emploi? L'économie sociale ne court-elle pas le risque de devenir le «réservoir» de ceux qui ne trouvent pas d'emploi dans les secteurs traditionnels (Kovács, 2002)?
- Quel est le potentiel de ces organisations en termes de création d'emploi, d'investissement et de croissance économique? Jusqu'à quel point ces expériences de développement local adviennent du niveau de participation, de leadership et du contexte? Quels obstacles affectent leur performance? (Favreau et Fréchette, 2000).

2.3.- Hypothèses

Nous formulons les hypothèses suivantes:

- l'économie sociale en tant que réalisatrice d'activités socialement utiles répond à la crise de l'emploi et à la crise de l'État-providence. Le travail et l'emploi dans les initiatives de l'économie

sociale représentent la première opportunité pour entrer dans le marché du travail ou pour le réintégrer après plusieurs essais pour entrer dans l'économie formelle.

- L'économie sociale sert seulement comme source d'emploi précaire et de bas salaires des groupes dits vulnérables (jeunes à la recherche du premier emploi, femmes, chômeurs de longue durée et de très longue durée, handicapés, travailleurs âgés, minorités ethniques, etc.), étant seulement un instrument de plus d'insertion et de gestion de l'exclusion.
- La réalité du travail et de l'emploi de l'économie sociale est féminine. Cependant, les postes de responsabilité et les postes directifs sont occupés par des hommes.
- En plus des effets positifs de ces initiatives (emploi, innovation, développement local, intégration sociale et mobilisation des ressources), elles sont le "réservoir" de ceux qui n'ont pas de place dans l'économie marchande.

2.4.- Objectifs

Il existe cinq objectifs du projet d'investigation:

- identifier et caractériser les initiatives de l'économie sociale existantes dans la Grande Région Métropolitaine de Viseu (Portugal);
- caractériser le travail et l'emploi existant dans les différentes organisations;
- étudier et évaluer les implications de ces expériences à deux niveaux: d'un côté, dans la vie privée et professionnelle des personnes qui travaillent dans le secteur, et de l'autre au niveau de l'environnement;
- évaluer les parcours d'insertion, ainsi que les facteurs facilitateurs et contraignants de ceux-ci;
- établir des conclusions et des recommandations soit pour dépasser les menaces et les points faibles soit pour profiter des opportunités et des forces que l'environnement et les initiatives de l'économie sociale présentent.

2.5.- Options méthodologiques

Le projet de recherche fait appel à trois stratégies principales de collecte de données:

- sources documentaires;
- entrevues aux interlocuteurs-clef⁶;

⁶ Les interlocuteurs-clé représentent des acteurs sociaux locaux, qui par leur position de proximité en relation à la réalité à étudier, sont d'importantes sources d'information. Ce groupe d'interlocuteurs-clé est constitué de: maires, responsables d'affaires sociales, représentants de districts et représentant de l'Église (Évêque). Quant aux objectifs de cet entretien: a) Objectif général: obtenir une vision du contexte de la réalité que l'on prétend étudier par la voix des acteurs sociaux qui par leur position de proximité se montrent des interlocuteurs privilégiés et b) objectifs spécifiques: caractériser le tissu socio-économique de la commune/district (indicateurs principaux), vu que tout ce contexte peut conditionner le plus grand

- études de cas. A ce niveau, trois types d'entretiens sont ici considérés: les responsables des organisations de la composante coopérative; les responsables des organisations de la composante sociale⁷ et un entretien en profondeur à réaliser avec les travailleurs⁸. S'ajoute aussi le questionnaire⁹ à appliquer aux travailleurs des organisations de l'économie sociale sélectionnées.

3- Le regard des acteurs sociaux locaux¹⁰

Les mots des interlocuteurs suggèrent l'émergence d'un nouveau paradigme de gouvernance¹¹ et une nouvelle architecture sociale qui mobilise l'État, le marché et la société civile. "Il s'agit non seulement d'ajouter la société civile au couple État-Marché, mais de redéfinir le rôle de chacun dans un monde où leurs sphères respectives d'intervention deviennent poreuses alors que la gouvernance mise plus sur l'horizontalité que la verticalité, d'où l'idée de gouvernance partagée plutôt que de gouvernance imposée ou contrainte" (Lévesque, 2007: 7). La reconfiguration de la gouvernance repose sur la reconnaissance de la société civile, la diversité des acteurs sociaux et le principe de la subsidiarité dans le cadre de compromis faisant appel à de nouvelles solidarités (Lipietz, 2001). Cette

ou moindre développement des initiatives de l'économie sociale; obtenir, dans une perspective globale, la perception des personnes interrogées relativement à la thématique de l'économie sociale (notion, composantes, valeurs, activités, rôle/fonction qu'elle assure, degré de connaissance, opportunités, menaces, forces et faiblesses); connaître la politique sociale des Mairies (responsables, objectifs, projets, importance du *Réseau Social*, problèmes); comprendre l'action des Mairies en matière de politique sociale; connaître la réalité de l'économie sociale au niveau communal/district dans l'opinion des interlocuteurs.

⁷ L'entretien à réaliser auprès des responsables des organisations, que ce soit de la composante coopérative, ou de la composante sociale, a pour objectif général d'obtenir, d'un côté, une vision du degré de connaissance, d'appartenance et d'identification en relation à l'économie sociale et, d'un autre côté, une vision générale du fonctionnement de l'organisation. Pour ce faire, cinq dimensions principales ont été considérées: dimension d'identité; dimension relationnelle-contextuelle; dimension organisationnelle; dimension d'utilité et dimension individuelle. Comme objectifs spécifiques: obtenir, dans une perspective globale, la perception des personnes interrogées relativement à l'économie sociale (notion, composantes, valeurs, activités, rôle/fonction qu'elle assure, degré de connaissance, opportunités, menaces, forces et faiblesses), mais aussi le degré de reconnaissance, d'importance et d'identification à la propre thématique; identifier et caractériser le type de relations que l'organisation maintient avec l'environnement et, dans un même temps, comprendre comme elle se positionne face à lui; connaître quelques données essentielles de l'organisation, au niveau de ses éléments d'identification et ou au niveau des aspects pratiques de son fonctionnement; évaluer l'utilité de ces initiatives; caractériser le responsable de l'organisation, dans le but de déterminer son profil, lien à l'organisation, travail effectué et parcours professionnel (dans et hors de l'organisation, selon le cas).

⁸ Avec l'objectif de construire des histoires de vie, aussi bien au niveau personnel que professionnel.

⁹ En ce qui concerne le questionnaire, l'objectif général est: caractériser le travail et l'emploi des personnes qui travaillent dans l'économie sociale. Objectifs spécifiques: identifier et caractériser le travail exécuté/développé dans ces organisations; caractériser les trajectoires professionnelles des individus dans leur relation avec le travail et l'emploi; connaître quelques données sur le fonctionnement de l'organisation et la forme comme les travailleurs évaluent ce même fonctionnement; évaluer le degré d'identification et de reconnaissance des valeurs de l'économie sociale des travailleurs; confronter la situation actuelle des travailleurs avec les souhaits et projets personnels et professionnels; déterminer le profil des travailleurs de l'économie sociale, à partir de leur caractérisation sociodémographique et socio-éducative/formatrice.

¹⁰ Ces acteurs sociaux locaux correspondent aux interlocuteurs-clé précédemment cités dans les "Options méthodologiques".

¹¹ A ce niveau, se détache la reconnaissance de la **dimension sociale** aux niveaux les plus variés de la gouvernance (européenne, nationale et **locale**). Cette reconnaissance est faite non seulement au niveau du discours, mais aussi dans la propre action des acteurs sociaux. Ce fait a d'ailleurs été vérifié par les propres paroles des personnes interrogées affirmant que "le social est de plus en plus présent dans l'agenda politique local". Ceci se reflète dans l'évolution de la structure organisationnelle des Mairies respectives et dans les multiples projets impliqués. Ce fut avec un certain sentiment d'orgueil que certains de ces interlocuteurs se sont référés comme les pionniers à l'adhésion à certaines initiatives de domaine social.

nouvelle vision de même que les transformations en cours laissent voir une redéfinition des contenus respectifs de l'économie et du social. Désormais et de manière tendancielle, l'économie ne peut plus être définie exclusivement en termes marchands puisqu'elle fait appel également au non-marchand et au non-monétaire, en un mot une économie plurielle. De la même façon, le social ne peut plus être défini exclusivement comme un coût puisqu'il peut aussi constituer un capital social, une source d'avantages comparatifs, un lieu d'investissement favorisant un retour élevé sur investissement (Lévesque, 2007: 8).

3.1.- Sur la notion économie sociale

Le groupe des personnes interrogées a révélé beaucoup de difficulté pour répondre à la question "que veut dire pour vous économie sociale?". Cette question a suscité un certain embarras¹² et l'ensemble des réponses obtenues peut être systématisé de la façon suivante:

- le silence en guise de réponse;
- un simple "je ne sais pas" ou "je ne maîtrise pas ce sujet; ce n'est pas mon domaine d'intervention";
- après un premier temps de silence, certains interlocuteurs ont réussi à identifier certaines des valeurs et thèmes transversaux à l'économie sociale;
- réponses qui ne correspondaient pas à l'objectif de la question posée.

Du nombre réduit de réponses obtenues, il a été à peine possible de connaître quelques valeurs et thèmes transversaux à l'économie sociale: la solidarité, l'amélioration des conditions d'existence; l'emphase dans la dimension humaine et dans le collectif et ne pas avoir comme but le profit¹³. Néanmoins, les interlocuteurs qui ont identifié certaines de ces caractéristiques de l'économie sociale n'ont pas cessé de mentionner la difficulté de définir ce concept et d'attirer l'attention au problème d'établissement de délimitations fermes entre concepts, car de nos jours, les frontières sont de plus en plus flexibles¹⁴.

Les interlocuteurs reconnaissent l'existence dans ses territoires des associations, des fondations, d'initiatives de l'Église, d'institutions particulières de solidarité sociale; mais dans la plupart des cas ils ne les identifient pas comme faisant partie de l'économie sociale. Les références faites aux coopératives sont rares et seulement une personne a fait référence aux mutuelles¹⁵.

¹² Cet embarras fut moindre pour les interlocuteurs ayant une formation ou des responsabilités dans le domaine social.

¹³ Si le profit a été atteint, c'est pour être réinvesti dans les activités réalisées.

¹⁴ Cette situation peut entraîner certains risques; en conséquence il est important que chaque sphère de l'activité économique réussisse à maintenir les spécificités de son action, en respectant ses principes et ses valeurs, en même temps qu'elle adopte une posture d'ouverture et d'apprentissage face à ce qu'il se passe dans l'environnement où elle exerce son activité.

¹⁵ Cet accord influence le regard de ces interlocuteurs sur les contributions de l'économie sociale.

Ces données mettent en évidence, encore une fois, le problème de la reconnaissance de l'économie sociale (Sousa, 2008).

3.2.- Sur la contribution de l'économie sociale

Les initiatives de l'économie sociale sont présentes dans toutes les communes, quoique d'une façon générale il existe une ou deux institutions, qui de par leur dimension ou leurs activités se mettent en évidence. Les interlocuteurs sont d'accord en ce qui concerne l'importance et la contribution de l'économie sociale.

On vérifie une grande unanimité relativement à l'importance de l'économie sociale dans la résolution des problèmes concrets des communes et des propres populations¹⁶. Ce fait est révélateur d'une prise de conscience collective de la part des différents acteurs sociaux locaux d'un ensemble de nécessités auxquelles il est nécessaire de répondre. Cette prise de conscience permet d'aller à la rencontre de la satisfaction des nécessités identifiées et du développement de nouvelles activités qui doivent accompagner l'évolution de ces besoins et de la société elle-même. Il en résulte une réciprocité qui engage les différents acteurs sociaux locaux. Néanmoins, en dépit de cette importante réponse aux problèmes locaux, certaines des personnes interrogées ne cessent pas de rapporter la nécessité qu'ont certaines initiatives d'élargir leurs domaines d'intervention. Le fait que ces initiatives développent une action très territorialisée permet, dans un même temps, une définition et redéfinition des produits et des services. Ainsi, l'économie sociale est vue comme une voie/un chemin pour arriver sur le terrain de manière plus aisée et cette voie/chemin est visible, car ces initiatives sont en action et constituent un mécanisme privilégié de canalisation des demandes de la société civile, dans la mesure où elles naissent en et pour la propre société.

Ces initiatives sont assez importantes pour la majorité de ces communes. Si elles n'existaient pas, les populations respectives seraient obligées de chercher ces réponses (principalement, dans le domaine social) hors de leurs origines. Elles ont également le grand avantage de produire et/ou prêter des services à un prix inférieur à celui pratiqué sur le marché voire même de le faire de manière gratuite.

Toutes les personnes interrogées sont aussi unanimes relativement à l'utilité de l'économie sociale en tant qu'employeuse. Et cette utilité est de telle manière significative que, dans certaines de ces communes, l'économie sociale dans son ensemble ou même une de ses organisations, est parmi les principales employeuses. Nous sommes en présence d'une importante source d'absorption de main-

¹⁶ Quelques exemples: problèmes d'emploi et de qualification; dépendances; vieillissement; manque de réponses sociales pour les personnes âgées et pour les enfants; population handicapée; problèmes au niveau du parc de l'habitation; problèmes au niveau du système éducatif, notamment concernant les situations d'abandon scolaire; manque de réponse au niveau de la santé et du soutien social; etc.

d'œuvre locale (“... privilégier les personnes de la terre...”), dont la plupart est féminine¹⁷. La dynamique de l'économie sociale à ce niveau est détachée en quatre fonctions principales: la fonction d'insertion, la fonction formation, la fonction création d'emploi et la fonction professionnalisante.

La lecture qu'il est faite du rôle de l'économie sociale en tant qu'employeuse permet d'identifier trois contributions principales: la première opportunité d'entrer sur le marché du travail (possibilité d'avoir un premier emploi); la seule opportunité d'entrer sur le marché du travail et l'opportunité pour les travailleurs plus âgés de commencer leur vie professionnelle ou revenir sur le marché du travail. A ces trois contributions, on ajoute l'importance de l'économie sociale comme employeuse de main-d'œuvre féminine¹⁸.

La perception que les acteurs sociaux locaux ont sur l'emploi est qu'il s'agit d'un emploi stable. Ils affirment qu'au début quelques contrats peuvent être de durée déterminée ou être des emplois subventionnés; mais ces emplois ont tendance à se transformer en situations de stabilité. Cela advient du fait des croissantes sollicitations qui sont faites aux initiatives de l'économie sociale en fonction des tendances sociales, en particulier le vieillissement de la population¹⁹.

Encore en ce qui concerne la gestion de ces initiatives, ces interlocuteurs considèrent qu'elle est dans la main de volontaires. Mais ils reconnaissent que les volontaires ont la préoccupation d'avoir dans leurs structures des professionnels capables de les aider à consolider le projet et à concrétiser leurs objectifs. Ils affirment aussi que c'est la situation la plus commune de volontariat, n'existant pas dans ces organisations un volontariat organisé²⁰.

Quant à la qualification des travailleurs, les réponses des personnes interrogées permettent d'identifier deux situations: d'un côté, nous avons un groupe de personnes qualifiées²¹ et d'un autre un groupe de personnes moins qualifiées. Pour ce dernier groupe, et dans le but de dépasser ce problème, les organisations développent, souvent, en partenariat, des formations. Il est aussi important de signaler que la formation est considérée comme un aspect assez important, mais les interlocuteurs

¹⁷ En accompagnant la tendance générale du Portugal et non seulement, le taux de chômage atteint surtout les femmes. Nous notons qu'au Portugal ce problème est aussi accompagné par les bas niveaux d'études et de qualifications, malgré l'évolution des dernières années dans cette matière. La participation des femmes dans l'économie sociale est remarquable et cette présence peut recouvrir différents significations. Dans des territoires déterminés, la situation des femmes est difficile. Elles font l'objet, non seulement, d'un regard encore conservateur de la part de la population locale, mais aussi d'une sorte d'exclusion, qui ne dit pas son nom, en matière d'accès à la formation et à l'emploi. Dans quelques communes (malgré l'entrée successive des femmes dans le marché du travail) et étant le résultat de plusieurs facteurs (localisation géographique, culture, traditions, dynamiques économiques), l'emploi féminin n'était pas très présent, ainsi l'économie sociale a représenté une possibilité pour les femmes d'entrer dans le marché du travail.

¹⁸ En dépit du vaste consensus sur la réalité féminine de l'emploi dans l'économie sociale, certains des interlocuteurs-clé réfèrent que, sur les dernières années, il a été possible d'observer une légère augmentation de la présence masculine dans les activités les plus variées.

¹⁹ Celui-ci est un problème transversal à presque toutes les communes étudiées. Selon les données de l'Institut National de Statistiques, dans dix-sept des vingt et une communes considérées pour l'étude, nous enregistrons une diminution de la population résidente entre 1991 et 2001. Ce vieillissement se répercute dans les différentes relations de dépendance.

²⁰ L'exception se situe dans les associations culturelles, sportives, récréatives et les associations de pompiers où presque toutes les activités sont exécutées par des volontaires.

²¹ Quelques unes de ces communes n'arrivent pas à avoir des travailleurs qualifiés dans leur population active locale, ainsi ces professionnels arrivent d'autres communes. Dans ce cas concret, le facteur territoire peut être explicatif, car quelques unes de ces communes sont à l'intérieur du pays et en conséquence peuvent être moins attractives.

ne cessent pas de mettre en évidence la “spécificité” de ces travailleurs: la disponibilité et la motivation qu’ils ont pour travailler dans des domaines où le relationnel avec les autres est permanent.

En accord avec les interlocuteurs, le niveau de qualification que nous trouvons dépend beaucoup des caractéristiques du propre territoire où les initiatives de l’économie sociale sont implantées. Ils mettent en évidence quelques lacunes au niveau de certains professionnels qualifiés que ces organisations ont encore. Souvent, ce sont les Mairies qui, parfois, mettent à disposition leurs ressources humaines pour remplir quelques insuffisances. Cette situation est essentiellement présente dans des institutions de plus petite dimension. Ce sont celles-ci qui luttent contre le plus grand nombre d’insuffisances au niveau des ressources humaines qualifiées, car dans la plupart des cas elles n’ont pas une structure qui permette de supporter ces coûts avec le personnel. Mais la situation vient à évoluer favorablement.

Pour la quasi-totalité des personnes interrogées, les initiatives de l’économie sociale sont dynamiques dans son intervention et mobilisent de multiples ressources dans la concrétisation de ses activités. Elles y caractérisent un désir d’améliorer, de lancer de nouveaux projets et de participer à diverses activités de la communauté. Néanmoins, un nombre restreint d’interlocuteurs ne cesse pas d’appeler l’attention sur une certaine monotonie et routine des activités développées de la part de quelques organisations. Ils attribuent ces problèmes à deux causes essentielles: d’un côté, les responsables de ces initiatives et, d’un autre côté, la phase d’évolution dans laquelle se trouve chaque initiative.

Dans certaines de ces communes, l’économie sociale a été pionnière dans la réponse aux problèmes locaux, ces réponses étant émises par deux groupes fondamentaux: les enfants et les personnes âgées. Ces deux publics continuent, encore aujourd’hui, d’être parmi les principales cibles d’action des différentes composantes de l’économie sociale. Cette situation n’est pas indifférente du fait qu’il se traite de publics ayant une certaine vulnérabilité sous-jacente.

Il est important de souligner également le vaste consensus entre les interlocuteurs-clé sur la bonne image que ces initiatives ont auprès de la population où elles sont insérées; cette reconnaissance étant encore plus accentuée auprès de ceux qui en bénéficient, directement ou indirectement. Opinion également favorable en ce qui concerne la qualité de l’intervention de l’économie sociale. “Il existe beaucoup de bons exemples dans l’économie sociale. D’excellents exemples“, affirme l’une des personnes interrogées.

L’économie sociale est vue comme un important espace de socialisation qui participe à la création d’une relation basée sur la **confiance**, la **proximité**, la **connaissance** et l’**affectivité**; ces aspects sont indispensables à tout type d’implication individuelle et collective. Cette relation est encore renforcée par le fait, de la même manière que l’on a vu précédemment, que beaucoup de ces initiatives emploient des personnes des propres localités, résultant ainsi une plus grande valeur en termes de relation entre les personnes. La relation de proximité permet, encore, une grande rapidité

dans la capacité de réponse, mais aussi une action individualisée et très peu standardisée. D'une manière générale, les initiatives de l'économie sociale ne sont pas sélectives envers les publics auxquels elles se dirigent. Elles développent leurs activités indépendamment de l'âge, sexe, classe sociale, origine géographique, etc.²².

Une autre opinion largement partagée par ces interlocuteurs se réfère à la contribution de l'économie sociale dans le développement local. Dans ce sens, l'économie sociale est un important moteur stratégique de développement local et territorial. Elle a, en effet, un large potentiel pour: lancer des processus de développement endogène; mobiliser la diversité de ressources existantes; créer des emplois et dynamiser le marché local du travail; stimuler le développement soutenable; contribuer à la fixation des personnes dans leur propre territoire; garantir la préservation de certaines activités traditionnelles et culturelles; réactiver des zones industrielles en déclin; corriger d'importants déséquilibres géographiques en ce qui concerne les réponses sociales; créer des richesses; offrir de nouvelles opportunités à des acteurs exclus du système dominant; promouvoir la qualité de vie et le bien-être des populations; dynamiser l'économie locale; transformer les contraintes en ressources au travers de la mobilisation des acteurs du territoire; détecter de nouveaux besoins; assurer une part significative de l'activité économique; équilibrer le fonctionnement des territoires et maintenir l'identité locale.

Elle a un potentiel de structuration ou de consolidation d'échelons territoriaux – elle est un facteur d'équilibre territorial pour sa contribution au développement local. Ainsi, l'économie sociale est une composante de l'économie de ces communes. Pour certaines familles, l'emploi dans ces activités représente une importante source de revenu, sinon la seule.

Les initiatives de l'économie sociale sont vues comme d'importants partenaires dans la satisfaction des nécessités de la population dans les domaines les plus divers d'intervention: santé, alimentation, transports, etc. Ces partenariats ont déjà quelques années d'existence, mais y caractérisent une certaine informalité. Actuellement et graduellement, ces partenariats ont connu un processus de meilleure formalisation et institutionnalisation. Cette situation est le résultat d'une plateforme d'articulation de différents partenaires désignée – *Réseau Social*²³ – et qui offre un travail de partenariat élargi incident dans la planification stratégique de l'intervention sociale locale, comprenant des acteurs sociaux de différentes natures et de domaines d'intervention, visant à contribuer à l'éradication de la pauvreté et de l'exclusion sociale et pour la promotion du développement social au niveau local. L'objectif consiste fondamentalement à ajuster ensemble un effort pour résoudre les problèmes des municipalités.

²² A ce propos, il est important de remarquer un appel d'attention fait par deux responsables relativement au comportement de certaines initiatives de l'économie sociale que, motivées par des difficultés financières, commencent à accepter dans leurs institutions les personnes à meilleures ressources économiques (car celles-ci peuvent payer plus pour les services rendus). "On adopte les activités typiques du secteur privé pour réussir à survivre", dit une des personnes interrogées.

²³ Mesure active de politique sociale, créée à partir de la Résolution du Conseil des Ministres n° 197/97.

3.3.- Sur les problèmes/défis de l'économie sociale

En dépit de la reconnaissance du rôle important de l'économie sociale dans ses multiples dimensions, les acteurs sociaux locaux interrogés identifient certains des grands défis/problèmes avec lesquels l'économie sociale se débat:

a) la fragilité d'autonomie de la plus grande partie des initiatives de l'économie sociale, due à sa dépendance aux appuis publics. Le danger d'une certaine instrumentalisation est toujours présent, car la relation entre les acteurs de l'économie sociale et le secteur public n'est pas symétrique. Il en résulte des problèmes financiers qui, dans certains cas, peuvent créer des situations d'endettement;

b) la dimension de certaines de ces initiatives peut être un problème (principalement celles de plus petite dimension). A ce niveau, les difficultés sont associées à une moindre capacité d'intégrer des ressources humaines qualifiées et à l'inégalité d'accès à des programmes/mesures/appuis publics déterminés quand la possibilité d'y accéder dépend de la dimension;

c) certaines des initiatives de l'économie sociale ne réussissent pas encore à avoir capacité de réponse face à toutes les sollicitations qui leur sont faites (en prouvent les immenses listes d'attente) et les horaires pratiqués ne sont pas toujours en accord avec les nécessités spécifiques de groupes déterminés de la population (par exemple, les personnes âgées);

d) une gestion très informelle, concrètement au niveau de la gestion de ressources humaines. Ce défi implique d'améliorer les systèmes de gestion, la formation des cadres, l'introduction de nouvelles pratiques de gestion et l'introduction de changements organisationnels;

e) le manque de ressources humaines qualifiées est, en dépit de l'évolution apparue ces dernières années, aussi des problèmes pointés. Ayant en considération les activités qui sont développées par l'économie sociale, ces interlocuteurs appellent également l'attention au profil que les dirigeants et les travailleurs de ces initiatives doivent posséder²⁴.

Comme il a été évoqué précédemment, la grande partie des dirigeants de ces initiatives est volontaire et, certains d'eux, occupent ces fonctions durant de nombreuses années. Selon l'opinion de ces interlocuteurs, cette situation peut apporter certaines conséquences négatives²⁵. D'un côté, et du à ce que ces responsables appellent "crise du volontariat", ces initiatives finissent par connaître peu de rotation parmi ses dirigeants (peu de personnes sont disponibles pour accepter ces fonctions). Il en résulte une certaine centralisation; isolement face au environnement; résistance au changement; manque de vision globale; objectifs limités et un renfermement sur soi-même. "Les dirigeants

²⁴ Il est nécessaire d'avoir une vocation pour travailler dans l'économie sociale. Mais cette vocation doit être complétée par une formation adéquate. C'est une opinion partagée par les personnes interrogées.

²⁵ Il est référé que, en dépit de ce problème, tous les interlocuteurs sont d'accord relativement à l'importance du volontariat dans ces institutions, non seulement au niveau de la direction, mais aussi dans tous les autres domaines de travail susceptibles d'intervention.

«s'approprient» les initiatives qu'ils dirigent“, affirme un de ces acteurs sociaux locaux. Ceci est particulièrement notoire dans les communes de faible dimension, où être dirigeant est synonyme de statut et prestige social. D'un autre côté, il est nécessaire de donner une formation à ces dirigeants, car la bonne volonté et la disponibilité ne sont pas toujours suffisantes pour répondre aux défis.

Le fait que beaucoup de ces initiatives soient encore tournées vers elles-mêmes, les empêche de faire un diagnostic des nécessités de l'environnement où elles sont insérées et de sentir les problèmes comme communs. Tout ceci rend difficile la réalisation du travail en partenariat²⁶.

Il est, de fait, fondamental de promouvoir l'échange d'information et d'expériences; partager les ressources; créer des synergies et améliorer les relations entre tous les acteurs sociaux locaux.

Ils défendent le besoin d'un plus grand soutien à ces initiatives et une plus grande rigueur dans l'accompagnement (évaluation) de ses activités.

En résumant, l'économie sociale dispose d'un potentiel considérable au niveau local et elle contribue à la création d'emploi aussi bien dans les domaines déjà existants comme dans de nouveaux; elle répond aux besoins d'une société en pleine évolution et améliore l'emploi des groupes les plus vulnérables ou en situations d'exclusion sociale.

L'économie sociale confère encore une plus-value au procédé de développement local dans la mesure où: elle constitue un capital local avec une finalité sociale; elle renforce les relations de confiance et d'encadrement civique, elle contribue à la stimulation de la cohésion sociale et de la confiance en la communauté et elle élargit la structure des économies locales.

Cette plus-value résulte de la capacité à combiner des objectifs économiques et sociaux. Elle assume toute une série de responsabilités sociales et économiques en faveur de la société et poursuit ses objectifs avec discernement, volonté, force et beaucoup d'imagination dans la gestion des ressources.

L'économie sociale offre une combinaison unique de produits; elle réunit différentes composantes du développement local qui peuvent aider les communautés à acquérir plus d'assurance et à développer le valeur de son potentiel. L'économie sociale est, et cela pour la grande partie des personnes interrogées, un complément au rôle de l'État (Sousa, 2008).

²⁶ A ce propos, une bonne partie des interlocuteurs-clé appelle l'attention sur les difficultés à concrétiser les partenariats: “chacun pense à son propre intérêt et non à un bénéfice commun”. Il existe encore un long chemin à parcourir pour consolider ces partenariats. Néanmoins, les personnes interrogées soulignent que “le chemin se fait en avançant” et les perspectives, à ce niveau, sont positives.

Conclusion

Tous les acteurs sociaux locaux peuvent contribuer pour l'édification et la dynamisation d'un modèle plus solidaire de développement: par l'occupation du territoire au moyen des différentes activités humaines qu'ils y déploient; par un développement axé sur une vision renouvelée du social et de l'économie et par une nouvelle articulation entre eux; par la mobilisation de ressources humaines et par une concertation et des partenariats entre acteurs sociaux (Saucier, 2002: 147).

Les premiers résultats de l'étude confirment la diversité du rôle que l'économie sociale peut avoir à l'échelle locale. De cette diversité de rôle se détachent trois d'entre eux : la résolution des problèmes locaux (promotion de l'initiative locale en vue de la résolution de ses propres problèmes, depuis les plus basiques jusqu'à ceux de l'expression de la citoyenneté. Ces initiatives peuvent fonctionner comme de vrais moteurs de mobilisation et d'esprit d'entreprise); la création d'emploi (domaine d'évolution privilégié, particulièrement pour certains groupes de population) et le développement local (rôle noyau dans le développement socio-local). On ajoute à cela également, la proximité que les initiatives de l'économie sociale ont avec la réalité, ce qui constitue un capital précieux pour le développement de politiques sociales concrètes.

Néanmoins et, malgré cette reconnaissance de la part des acteurs sociaux locaux, le potentiel de l'économie sociale est loin d'être complètement exploité. Cette situation finit par être liée à certains problèmes/défis de l'économie sociale et sont montrés du doigt par les interlocuteurs: les relations avec l'État; les pratiques de gestion; la qualification des ressources humaines et l'évaluation de ses activités. Et, ce dernier problème est fondamental pour la connaissance et la reconnaissance des initiatives de l'économie sociale. Comme l'affirme Nancy Neamtan (2002: 224-225), le défi de l'évaluation est important. Il s'agit non seulement de mesurer statistiquement la portée des initiatives ou leur impact direct sur le plan social, mais également d'évaluer les répercussions plus globales sur le comportement de l'ensemble des acteurs de la société et les comportements institutionnels et, en conséquence, sur le modèle de développement en cours.

Bibliographie référenciée:

- Bouchard, M. *et al* (2005), Les repères territoriaux de l'économie sociale et solidaire, *Cahier de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale*, Collection «Recherche», n° R-2005-05.
- Bouchard, M. (2006), L'économie sociale au Québec, au cœur de l'innovation et des transformations, *Cahier de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale*, Collection «Conférence», n° C-2006-02.
- CIRIEC - International Center of Research and Information on the Public and Cooperative Economy (2007), *La economía social en la Unión Europea*, CESE – Comité Económico y Social Europeo.
- Dacheux, Éric et Goujon, Daniel, (2002), “L'économie solidaire. Une alternative au libéralisme?”, in Tremblay, M. *et al* (dir.), *Développement local, économie sociale et démocratie*, Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec, Col. Pratiques et Politiques Sociales et Économiques, pp. 181-192.
- Demoustier, Danièle (2006), “L'économie sociale et solidaire et le développement local”, in Chopart, Jean-Noël *et al*, *Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire*, Paris: La Découverte, pp. 115-132.
- Favreau, Louis (2002), “Mouvements sociaux et démocratie local. Le renouvellement des stratégies de développement des communautés”, in Tremblay, M. *et al* (dir.), *Développement local, économie sociale et démocratie*, Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec, Col. Pratiques et Politiques Sociales et Économiques, pp. 85-102.
- Favreau, Louis et Fréchette, Lucie (2000), Économie sociale, coopération Nord/Sud et développement, *Cahiers du Crise*, Collection «Working Papers», n° 0002.
- Guerin, Thomas et Szinetar, P. (2002), *La reconnaissance du secteur de l'économie sociale et solidaire par ses acteurs vers une dynamique de réseau en région Provence-Alpes-Côte d'Azur*, Marseille: Université de la Méditerranée.
- Instituto Nacional de Estatística (INE), *Recenseamento da População 1991*, www.ine.pt.
- Instituto Nacional de Estatística (INE), *Recenseamento da População 2001*, www.ine.pt.
- Kovács, Ilona (2002), *As Metamorfoses do Emprego – Ilusões e Problemas da Sociedade de Informação*, Oeiras: Celta Editora.
- Lévesque, B. (2002), “Développement local et économie sociale”, in Tremblay, M. *et al* (dir.), *Développement local, économie sociale et démocratie*, Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec, Col. Pratiques et Politiques Sociales et Économiques, pp. 41-68.
- Lévesque, B. (2007), Une gouvernance partagée et un partenariat institutionnalisé pour la prise en charge des services d'intérêt général, *Cahiers du Crises*, Collection «Études Théoriques», n° ET0701.
- Lipietz, Alain (2001), *Pour le tiers secteur: l'économie sociale et solidaire: pourquoi, comment*, Paris: La Documentation française: La Découverte.

Neamtan, Nancy (2002), “Économie sociale et évaluation. État du dossier au Québec”, in Tremblay, M. *et al* (dir.), *Développement local, économie sociale et démocratie*, Sainte-Foy: Presses de l’Université du Québec, Col. Pratiques et Politiques Sociales et Économiques, pp. 217-235.

Rêgo, Patricia Pedro (2003), “Instituições de solidariedade social: participação cívica e reforço da coesão social e territorial”, *Sociedade e Trabalho*, n° 19/20 Janeiro/Agosto 2003, Lisboa: Ministério da Segurança Social e do Trabalho, pp. 91-104.

Saucier, Carol (2002), “Développement et économie sociale. Dans la région du Bas”, in Tremblay, M. *et al* (dir.), *Développement local, économie sociale et démocratie*, Sainte-Foy: Presses de l’Université du Québec, Col. Pratiques et Politiques Sociales et Économiques, pp. 127-149.

Sousa, Maria Teresa de (2008), “L’économie sociale: un "nouvel" outil au service de la bataille pour l’emploi“, communication présentée dans le 6^e Congrès du Réseau International du Développement Régional et Local du Travail (RLDWL), Université du Québec à Montréal (Canada).

Tremblay, Pierre-André *et al* (2002), “Présentation“ in Tremblay, M. *et al* (dir.), *Développement local, économie sociale et démocratie*, Sainte-Foy: Presses de l’Université du Québec, Col. Pratiques et Politiques Sociales et Économiques, pp. 1-10.